

Laurent Désiré Kabila : les origines d'une anabase (1)

ÉTRANGE odyssee que celle qui a vu revenir sur la scène politique congolaise un vieux rebelle des années 1960 accompagné de trois inconnus qui forment avec lui l'Alliance des forces pour la démocratie et la libération du Congo (AFDL). Reconverti depuis la fin des années 1960, disait-on, dans le commerce de l'or et de l'ivoire, Laurent Désiré Kabila a cessé de faire parler de lui depuis longtemps et personne ne paraît prendre au sérieux sa détermination à « aller jusqu'à Gbadolite pour y expulser le tyran ».

A la « transition » démocratique du début des années 1990, Kabila et les siens disent ne pas avoir voulu être mêlés. Dans le listing des quelques 300 partis politiques autorisés à fonctionner par les gouvernements successifs depuis 1992, on ne trouve aucune mention du parti de Kabila, le PRP (Parti de la révolution populaire), pas plus que de ceux des partenaires avec lesquels il s'associera plus tard. Par contre, un autre ancien mouvement d'opposition armé, le FLNC (Front de libération nationale du Congo) du « Général » Nathanael Mbumba, qui s'est illustré dans les deux guerres du Shaba en 1977 et 1978 et qui a bien manqué de mettre le régime Mobutu à bas à cette époque, a quant à lui rallié la « transition démocratique » dès le mois d'octobre 1990 (2).

Dans sa lettre ouverte adressée en décembre 1993 (3) tantôt au président zaïrois, tantôt aux « très chers compatriotes congo-

(1) « Cette "expédition des Dix mille", Xénophon la contera avec talent dans son *Anabase* (*anabasis*, c'est-à-dire la "montée" vers l'intérieur en venant de la mer) : la Perse, richesse orientale, territoires immenses, satrapes, dissidents, intrigues de cour... » (NDR d'après *Encyclopaedia Universalis*, 1998).

(2) J.-C. Willame, « De la démocratie "octroyée" à la démocratie enrayée (24 avril 1990-22 septembre 1991) », *Les*

Cahiers du CEDAF, Série Zaïre, années 90, volume 1, n° 5-6, 1991, p. 114.

(3) L.D. Kabila, « Naufrage du processus de redémocratisation » Lettre ouverte de Laurent Désiré Kabila, Président du Parti Populaire de la Révolution, à Joseph-Désiré Mobutu, Président du MPR, 26^e anniversaire de la fondation du PRP à Makanga (Kahumu) Kivu, 6 décembre 1993.

lais », tantôt au président du Haut Conseil de la République et tantôt à l'oligarchie dirigeante, Laurent Désiré Kabila entend bien présenter son action comme totalement étrangère à la tentative de « redémocratisation » du Congo – tel est bien le terme utilisé – au travers de la Conférence nationale souveraine (CNS) et du Haut Conseil de la République (HCR).

Curieux document que cette « lettre », au style littéraire emprunté et ampoulé, aux phrases ronflantes, théâtrales et parfois peu compréhensibles, dont il n'est même pas du tout sûr qu'elle ait été rédigée par l'intéressé lui-même dont ce n'est pas le style habituel. Une chose est en tout cas avérée : cette lettre ouverte, appelée plus tard « le petit livre vert de Kabila » et que les « militants » de Goma et de Bukavu « en formation idéologique » sont invités à se procurer au prix de 20 US \$, sera un des tous premiers documents traduisant le « projet » du nouveau pouvoir au moment où Kabila et ses rebelles s'emparent des agglomérations de l'Est du Zaïre.

En tout cas, si cette « lettre ouverte » a été rédigée à la fin de 1993, elle n'annonce nullement une guerre de libération quelconque comme on peut le remarquer dans le contenu de sa conclusion.

A cause de l'impasse (dans laquelle se trouve le Zaïre), le Parti de la Révolution Populaire reste disponible pour faire partager aux autres sa clé de solution du mystère de l'impasse dans l'unique souci de tirer tout le monde du marécage. Ce plan consiste à permettre le passage paisible du pays vers la démocratie, garantir la sécurité de ceux qui sont prisonniers du pouvoir en même temps que celle de ceux qui sont atterrés par la phobie de représailles, ainsi qu'au peuple de retrouver ses droits fondamentaux longtemps aliénés (4).

Le PRP « offre donc ses services » à qui veut bien les accepter, il souhaite « partager son plan » pour sortir de l'impasse. Il ne parle pas de prendre le pouvoir par la violence. Lors de la conférence qu'il donna à Madrid en juillet 1992, Kabila tenait des propos qui n'étaient pas non plus orientés vers une quelconque « prise de pouvoir » par les armes (5). Comme la plupart des partis d'opposition dits radicaux, il demandait la formation d'un gouvernement provisoire chargé d'assurer le départ de Mobutu, la libération des prisonniers politiques, la formation d'une armée nationale où les « combattants » PRP (Parti de la révolution populaire) seraient intégrés, l'élucidation des crimes politiques commis depuis 1960. Rien de très révolutionnaire dans ce programme...

(4) *Idem*, pp. 22-23.

(5) G. Mukendi et B. Kasonga, *op. cit.*, pp. 191-192.

De ce point de vue, on est bien loin des trajectoires politiques suivies par les voisins ougandais et rwandais. Dans le premier cas, le pouvoir est capturé par une structure militaire bien organisée et cohérente, la NRA (National Resistance Army), qui a eu le temps de se roder au cours d'une guerre qui a duré plus de cinq années. La trajectoire n'est pas que militaire : c'est dans le maquis que s'élabore un programme en dix points que, une fois arrivé au pouvoir, le gouvernement de Yoweri Museveni va s'efforcer de mettre en route. Dans le cas du Rwanda, il a fallu attendre quatre années de guerre, entrecoupées de périodes de cessez-le-feu, avant que le FPR (Front patriotique rwandais) ne s'empare finalement d'un pouvoir laissé vacant par la conduite génocidaire et suicidaire des débris du régime de l'ancien président J. Habyarimana.

Laurent Désiré Kabila, lui, n'a pas d'armée, pas de structures politiques, pas de plan articulé non plus. Lorsqu'il s'installe dans les agglomérations du Kivu, le nouveau pouvoir met en circulation quelques directives et notes qui tiennent en deux ou trois pages, un « programme de formation idéologique », qui se présente comme une sorte de catéchisme, et la « lettre ouverte » dont il a été question plus haut.

En réalité, la mise en route du processus conduisant finalement à la victoire de Kabila tient à trois facteurs interdépendants qui sont étrangers aux initiatives et à l'action du « vainqueur » lui-même. Le premier de ses facteurs est le basculement politique qui s'est produit au Rwanda en 1994 ; le second est l'exacerbation de tensions politiques au Nord et au Sud-Kivu suite au déferlement des centaines de milliers de réfugiés hutu qui s'installent aux frontières du Zaïre et du Rwanda ; le troisième est l'effondrement, ou plus exactement l'achèvement de l'implosion des structures de l'État zaïrois.

Le basculement politique au Rwanda déborde le seul contexte du génocide qui se déchaîne dans ce pays à partir d'avril 1994 même si c'est bien ce génocide qui l'a induit. En quelques mois de temps, le pouvoir est capturé, non par un groupe ou une faction interne au pays lui-même, mais par une diaspora hétéroclite qui, vivant mal son exil, mal acceptée dans le pays d'accueil – l'Ouganda, le Zaïre et même l'Europe –, interdite de retour depuis trente années, reprend pied par la guérilla dans un pays qui lui est à peu près complètement étranger. « Nous ne pouvions pas rester des gens sans État », dira Kagame au cours des entretiens qu'il a avec le journaliste F. Misser. « La question était de faire respecter nos droits et aussi d'avoir une identité » (6).

Au fond, Laurent Désiré Kabila et ceux qui le suivront (ou le

(6) F. Misser, *Vers un nouveau Rwanda ?* Entretiens avec Paul Kagamé, Bruxelles, Éditions Luc Pire-Karthala, 1995, p. 65.

précéderont) dans son anabase n'ont-ils pas le même statut qu'un Paul Kagamé ? Ne sont-ils pas aussi des « gens de l'extérieur », des exilés, des membres d'une « diaspora » ? Même s'ils ne sont pas tous de la même génération, ne relèvent-ils pas tous de cette catégorie de « cadets sociaux » qui se considèrent en butte à l'ostracisme dont ils sont l'objet par les « aînés » qui jouissent depuis si longtemps du pouvoir ? N'ont-ils pas tous été associés à des stratégies de lutte armée pour s'emparer du pouvoir quand bien même les uns ont réussi, les autres ont échoué ?

Le second facteur en arrière plan de la courte marche de Kabila vers la victoire réside dans la situation politique tout à fait particulière d'une région, celle du Kivu où les conflits dits de nationalité sont plus prononcés que partout ailleurs au Zaïre et qui va servir de marchepied à la triomphale prise de pouvoir par Kabila et les siens. Dans une étude antérieure, nous avons pu montrer à quel point, dans cette région montagneuse et densément peuplée, la tension a été récurrente depuis trente ans entre « Congolais », puis « Zaïrois authentiques », d'une part et ceux que l'on désignait comme « Banyarwanda » au nord du Kivu et « Banyamulenge » au sud du Kivu, d'autre part. Qui était zaïrois et qui ne l'était pas constituait toujours un enjeu majeur dans cette région, surtout là où les « Banyarwanda » étaient parfois majoritaires, détenaient les postes de commande ou avaient acquis en recourant aux dispositions du droit « moderne » des terres considérées comme inaliénables par le droit coutumier local. En dépit de toutes les promesses, aucun recensement ne put jamais être effectué pour départager les « autochtones » des « allochtones » (7).

Depuis 1962, la rumeur publique diffuse régulièrement l'idée que les Rwandais voisins ont décidé de se tailler un « empire » dans la région du Kivu : des « plans » circulent soit sur des projets d'« empire hima » (tutsi) soit sur des projets de constitution d'un « Hutuland ». Parfois, ces rumeurs alimentent des conflits sanglants comme la guerre dite « Kanyarwanda (« les fils du Rwanda ») en 1964-65 au Nord-Kivu ou plus récemment (1993) les pogroms ethniques entre « Banyarwanda » et ethnies autochtones minoritaires (Hunde, Tembo, Nyanga etc.) dans les territoires de Masisi et de Walikale également au Nord-Kivu.

Lorsque les réfugiés hutu déboulent par centaines de milliers au Nord et au Sud-Kivu dans la foulée du génocide de 1994, le fantasme d'invasion et de conquête par les voisins Rwandais s'actualise aux yeux de nombreux Zaïrois. Dans le même temps, ces réfugiés agglutinés à la frontière, refusant de rentrer chez eux, dirigés ou non par des bourgmestres génocidaires ou des Intera-

(7) J.-C. Willame, « Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu », *Cahiers Africains*, n° 25, 1997.

hamwe, constituent une menace inacceptable pour le nouveau pouvoir de Kigali d'autant plus que des attaques sont lancées régulièrement en territoire rwandais à partir de ces camps surpeuplés. Des affrontements armés sur une grande échelle deviennent dès lors inévitables. Dans les interviews qu'il a avec F. Misser entre janvier et avril 1995, le Général Kagame prévient déjà : « *s'il y a une autre guerre à livrer, nous allons combattre d'une façon différente, en un lieu différent. Nous y sommes préparés. Nous sommes prêts à livrer n'importe quelle guerre. Et nous allons la contenir le long de la frontière avec le Zaïre* » (8).

Le troisième et dernier élément contextuel à prendre en compte dans l'épopée de Kabila est bien entendu lié à l'effondrement de l'État zaïrois depuis le début de la dernière décennie. Déjà mal en point sur le plan d'un des éléments essentiels de la souveraineté étatique, la monnaie, la mise à mort de cet État est achevée par le délitement du second instrument vital pour toute structure étatique qui se respecte, l'armée. Impayée depuis de nombreux mois, celle-ci va littéralement implorer : la plupart de ses unités stationnées à l'intérieur refuseront de combattre, pilleront tout sur le passage de leur retraite, et même, on peut le suspecter dans bien des cas, rejoindront les rangs des bandes rebelles qui déferlent sur tout le pays.

Laurent Désiré Kabila ne sera toutefois pas le « Sauveur » sur qui vont se polariser des attentes messianiques ou autres. Comme on l'a dit plus haut, dans cette région sous tension, il n'a pas de « guerriers », pas de partisans en ordre de marche, pas d'armes, pas de moyens, et encore moins de « fétiches magiques » dont la croyance est si répandue dans la région, mais qu'il a toujours combattu avec la dernière des énergies dans ses « maquis ». En fait, les deux acolytes avec lesquels il va signer le 18 octobre 1996 une « Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre » (AFDL), sont mieux pourvus que lui. Douglas Bugera, qui s'intitule président d'un mouvement inconnu, l'Alliance démocratique des peuples et qui a apposé sa signature au bas de l'acte fondateur, est le chef des « Banyamulenge », c'est-à-dire en gros de ces jeunes combattants tutsi zaïrois qui, depuis les montagnes de l'Itombwe jusqu'aux plaines du Masisi, ont rejoint le maquis du FPR de Kagame dès le début de la guerre d'octobre 1990. Un autre allié et signataire de l'Alliance, le « Commandant » Kisase Ngandu, un originaire du Sankuru exilé à Kampala, est quant à lui le chef d'une bande d'environ 600 « jeunes maquisards » congolais et probablement aussi ougandais qui, depuis juillet 1996 en tout cas, font régulièrement des incursions en territoire zaïrois à partir de l'Ouganda et attaquent des unités isolées de l'armée de

(8) F. Misser, *op. cit.*, p. 121.

Mobutu dont elles prennent l'armement. « Ils ont été, relate un ressortissant de la région, les premiers à tester la fiabilité des troupes zaïroises avant de tenter quelque chose » (9).

En outre, lorsque cette Alliance se crée, Kabila n'en est même pas le chef officiel. Dans l'acte fondateur, il est précisé que Laurent Kabila n'est que le porte-parole de l'Alliance qui est dirigée par un Conseil « formé des représentants des partis liés par le présent protocole » (10). Si Laurent Désiré Kabila a été choisi, c'est parce que son nom est le plus connu, qu'il a toujours privilégié dans son action politique les « affaires étrangères », que ce commerçant a de nombreux contacts avec des dirigeants de l'Afrique orientale, qu'il parle le français, le swahili et l'anglais... Mais, il n'y a certainement pas dans l'esprit de ceux qui forment cette « bande des quatre » une volonté de s'accorder sur une prise du pouvoir par l'un d'entre eux.

En fin de compte, indépendamment de l'appui apporté par l'Angola de Dos Santos, l'Ouganda de Museveni et aussi de petites sociétés minières qui ont alimenté le trésor de guerre de l'Alliance, un des grands artisans de la soudaine « montée en phase », puis de la victoire de Kabila et de ses alliés est le Général Paul Kagame. Celui-ci ne s'en est nullement caché. Dans un entretien accordé au *Washington Post* (9 juillet 1997), le vice-président rwandais révéla que « la seconde guerre », c'est-à-dire celle contre les réfugiés hutu au Zaïre, fut décidée au mois d'août 1996, à l'issue d'un voyage de Kagame aux États-Unis.

« Au début du mois d'août 1996, Kagame se rendit à New York et à Washington, où il déclara avoir rencontré des fonctionnaires du Département d'État et d'"autres personnes" dans l'administration Clinton. "J'attendais une solution de leur part, déclara-t-il. Ils ne fournirent aucune réponse, ni même aucune suggestion". Kagame déclara qu'il retourna au Rwanda estimant que la guerre était inévitable » (11).

La teneur de ces entretiens avec le Département d'État américain fut effectivement confirmée par un fonctionnaire américain qui déclara que Kagame leur avait déclaré que « les camps (de réfugiés) devaient être démantelés et que si les Nations unies ne s'en chargeaient pas, quelqu'un d'autre pourrait le faire ». En d'autres termes, le Département d'État avait parfaitement compris que quelque chose se préparait. Dans son entretien, Kagame affirma

(9) Témoignage personnel.

(10) « Protocole d'accord créant l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (Congo-Zaïre), AFDL (Congo-Zaïre) », Lemera, Kivu, 18 octobre 1996.

(11) J. Pomfret, « Rwandans Led Revolt in Congo », *The Washington Post*, July 9, 1997.

qu'il ne sait pas s'il y eut un soutien américain à la rébellion (congolaise) mais estima que « les États-Unis avaient pris la décision correcte en la laissant se poursuivre » (12).

L'entretien du *Washington Post* vient effectivement corroborer de nombreuses observations effectuées sur le terrain à cette époque et qui sont encore plus explicites sur l'appui du Rwanda à la guerre du Kivu. Selon un témoin qui se trouve à Uvira à l'époque, des rumeurs persistantes font état du retour dans la région de recrues ayant combattu dans les rangs de l'armée patriotique rwandaise. Estimées à un nombre oscillant entre 800 et 3 000 et comprenant aussi des combattants d'origine rwandaise et ougandaise, une partie de ces recrues aurait été chargée d'attaquer à revers les camps hutu de la région de Bukavu-Uvira afin de les obliger à fuir vers le Rwanda.

Un autre témoignage rapporte avec plus de détails encore la manière dont ceux qu'il appelle les « infiltrés » ont pénétré au Zaïre.

(Il s'agit) d'hommes jeunes qui sont entrés au Zaïre par le gué de Luvungi (ce qui suppose qu'ils ont transité par le Burundi), à partir de la fin août avec armes et bagages, en payant les gardes-frontière zaïrois, cash en US \$. Plusieurs centaines ont été amenés en camions jusqu'à la rivière-frontière et sont passés à pied par Luvungi, Kirigye, Lemera, Mulenge pour aller se regrouper dans les montagnes des hauts-plateaux d'Uvira. Il est arrivé que leur colonne soit si nombreuse qu'ils interrompaient carrément le trafic pour traverser la route macadamisée Uvira-Kamanyola, proche de la frontière (...). Originaires pour partie de Masisi et pour partie des Hauts-plateaux d'Uvira (donc des Banyamulenge) (ils ont été) armés et entraînés au Rwanda. Les Banyarwanda tutsi, chassés du Masisi par les violences qui y avaient cours depuis 1992, n'ont peut-être pas trouvé de place au Rwanda et sont manipulés par le pouvoir au Rwanda (13).

Selon d'autres témoignages, une fraction de ces hommes qui sont des Banyamulenge de la région se serait réfugiée dans les montagnes de l'Itombwe, aurait caché ses armes et se serait mêlée à la population. Par la suite des accrochages se multiplient entre l'armée zaïroise et les « rebelles », entraînant des pogroms contre des familles banyamulenge tusti obligées de quitter la région.

Au début octobre, un discours fort remarqué du président de la République rwandaise à Cyangungu, Pasteur Bizimungu, vient accréditer les encouragements donnés par le régime rwandais aux

(12) *Idem.*

(13) Message (fax) pour MGN, Paris, octobre 1996, p. 5.

« rebelles banyamulenge » congolais qui luttent contre les persécutions dont ils sont l'objet par le Zaïre. Ce discours, qui incite les Banyamulenge à « corriger » et « donner une leçon » à ceux qui veulent les expulser du Zaïre, est prononcé quelques jours après que des femmes et des enfants « banyamulenge » ont été reconduits à la frontière de Cyangungu par l'armée zaïroise (14).

Une dizaine de jours après ce discours, tout se précipite. Attaqués par des éléments de l'armée rwandaise et des Banyamulenge tutsi zaïrois, les camps de réfugiés sont abandonnés par quelques 250 000 réfugiés qui affluent aux portes de Bukavu. Dans son entretien au *Washington Post*, Paul Kagame n'a pas caché que c'est bien son armée qui a prit la part la plus importante dans tous ces événements et que son plan ne se limitait pas à un simple appui aux « frères banyamulenge ».

« Le gros des forces était congolais excepté lorsqu'il y avait un besoin de précision » (...). Kagame déclara que son plan de bataille était simple. Le premier but était de « démanteler les camps ». Le second était de « détruire la structure » de l'armée hutu et des milices (Interahamwe) basés dans et autour des camps, soit en les contraignant à rentrer au Rwanda, soit « à les combattre ou à les disperser ». Le troisième but était plus large : abattre Mobutu (15).

Pour Kagame donc, les « rebelles congolais » ne jouent qu'un rôle d'appoint à un processus mené de bout en bout par le Rwanda. Dans l'entretien au *Washington Post*, le nom de Kabila ou de ses alliés n'est même pas mentionné.

Les premiers témoignages de la « chute » de Bukavu, la seconde agglomération qui tombe entre les mains des « Banyamulenge » après Uvira, indiquent que c'est d'ailleurs du Rwanda que vient l'offensive et que c'est vers le Rwanda aussi que part le produit du butin de guerre.

« De nombreux témoignages font état de la manière avec laquelle les forces armées et ceux qui venaient avec eux entrèrent dans les habitations, prenant tout ce qu'ils voulaient. Étaient principalement visées les installations mécaniques et industrielles telles que les machines à décortiquer le café, matériel de bureau, appareils de communication. Les gens observèrent qu'une partie de la brasserie, des usines à thé et d'autres installations furent prises et emmenées au Rwanda. Un missionnaire européen nota que le pillage fut systématique dans les missions : tables, chaises, tout ce qui était

(14) Discours de M. Pasteur Bizimungu, président de la République rwandaise prononcé à Cyangungu le jeudi 10 octobre 1996, traduit du Kinyarwanda,

Archives de l'Institut Africain-CEDAF, III-2985.

(15) John Pomfret, *op. cit.*

transportable. Seuls restaient les quatre murs. Aux yeux de la population de Bukavu, ceci était un autre signe qu'il ne s'agissait pas d'une libération mais d'une occupation (...) » (16).

Un autre témoin parle aussi d'un « trafic nocturne de véhicules qui sont envoyés chez les voisins », c'est-à-dire au Rwanda, et se demande si ce trafic était lié à « un paiement en nature pour les frais (armes, munitions, etc.) engagés par le sponsor » (le Rwanda, donc) (17).

Plus tard, il sera fait état de pillage systématique par les Rwandais qui auraient ainsi mis la main sur des stocks de café et de papaine (revendus plus tard par les soins de l'ambassade du Rwanda à Bruxelles !), sur des récoltes de pommes de terre améliorées d'une station de recherche agronomique et sur le démantèlement de plusieurs usines emmenées au Rwanda (18). Il semble toutefois que beaucoup de ces « pillages » aient été exagérés et grossis.

Goma, qui « tombe » quatre jours après Bukavu, est encore plus nettement capturée par des soldats rwandais (et probablement aussi ougandais) que l'on voit sillonner les artères de la ville en uniforme. La propagande rwandaise, relayée par la presse occidentale, accrédite la thèse d'une rébellion qui serait menée par des « Banyamulenge », donc des Zaïrois.

Durant toute cette période, on ne parle guère de Kabila et de ses amis de l'Alliance. Tout au plus sait-on que les « Banyamulenge » réfugiés au Rwanda se sont joints à cette Alliance qui s'est officiellement créée à Kigali dix jours avant la prise de Bukavu : un communiqué dans ce sens est diffusé par le principal représentant des Banyamulenge zaïrois, Muller Ruhimbika, qui dirigeait à Bukavu une ONG réputée défendre les intérêts des Banyamulenge persécutés au Sud-Kivu, le « Groupe Milima ».

Selon les sources locales, les villes conquises par les nouveaux occupants – Uvira, Bukavu, Goma – ne donnent pas du tout l'impression, au début en tout cas, d'être administrées par qui que ce soit. Le 11 novembre, soit un peu plus d'une dizaine de jours après la prise de Bukavu, un responsable d'ONG écrit qu'il n'y a plus de chefs « coutumiers, civils ou religieux » nulle part, que tout le monde se cache, qu'il y a « absence totale d'administration et pas vraiment d'alternative de remplacement car on ne sait pas grand chose de cette Alliance ».

(16) Anonyme, Résumé d'un rapport de visite à Bukavu, Août 1997.

(17) Message (fax) pour M. G.N., *op. cit.*, p. 4.

(18) Rapport de mission Kivu, Zaïre, janvier 1997, version provisoire, p. 5.

« On a un peu l'impression que (les "envahisseurs") ont pris un peu trop rapidement un morceau un peu trop gros, difficile à digérer (...) La mayonnaise ne prend pas et (...) risque de rater. Cela traîne trop. Il y a trop de signes émis en sens contradictoire par les nouveaux arrivés : en dépouillant des maisons abandonnées, ils ne donnent pas l'impression de vouloir rester et prendre racine, mais plutôt de rafler tout avant de partir » (19).

Pourtant, en ce début du mois de novembre, Kabila se trouve à Bukavu et tient son tout premier meeting dans une ville zairoise « libérée ». D'emblée, il affiche la radicalité de ses intentions politiques : « il n'y a jamais eu d'opposition au Zaïre, tout le monde a marché avec le dictateur corrompu, etc. ». En fait d'administration, c'est surtout de recrutement pour le front qu'il s'agit. Il faut en effet faire vite si l'on veut que la « rébellion » se congolise et cesse de dépendre surtout des soldats rwandais de l'APR, des mercenaires ougandais, érythréens, et autres.

« Les opérations de recrutement pour renforcer les rangs de l'aile militaire des Banyamulenge ont commencé, note le responsable d'une ONG locale. On parle de 450 jeunes qui se seraient portés volontaires (...) Il est certain que beaucoup ont applaudi lors du meeting quand Laurent Kabila a annoncé qu'il recruterait des jeunes pour aller jusqu'à Gbadolite ! » (20).

Les appels au recrutement rencontrent le même succès, le même enthousiasme à Goma parmi la jeunesse locale. Il est significatif qu'aux étudiants des établissements supérieurs ou de l'Université de Bukavu qui cherchent une rémunération, le nouveau pouvoir local ne propose que trois alternatives : s'engager dans la police communale, s'engager dans l'armée de l'Alliance ou s'engager dans les services de sécurité.

Pour le reste, on pare au plus pressé. Goma devient une sorte de capitale pour les territoires conquis à l'Est du Congo. C'est là que Kabila, « revêtu d'un costume quasi-militaire, d'une casquette de base-ball "Marbella", et de chaussures en peau de crocodile » (21), reçoit ses amis du moment et la presse internationale. C'est là aussi qu'il préside un « gouvernement de commissaires » composé dans sa quasi-totalité de Congolais de la diaspora américaine ou belge.

Aux agents de l'administration locale qui n'ont pas déserté — ce qui est plus le cas à Bukavu qu'à Goma —, l'Alliance déclare

(19) Message (fax) pour GN, *op. cit.*

(20) *Idem*, p. 6.

(21) Suivant le témoignage d'un journaliste de New York Times. Voir

James C. McKinley, Jr, « Old Revolutionary is a New Power To Be Reckoned with in Central Africa », *New York Times*, 27 November 1996.

que, pour cause de « motif civique », ils ne seront pas payés pendant au moins trois mois, qu'ils doivent acheter le « petit livre vert de Kabila » et subir une formation sur le « programme de l'idéologie politique de l'Alliance ». Au cours de cette formation, on leur apprend de vieilles leçons de marxisme-léninisme sur la lutte des sept classes sociales du Congo, les sept causes de l'échec de la « révolution de 1964-65 » au Congo, l'organigramme de l'Alliance, ses buts et ses objectifs, etc. (22)

Quelques textes sont aussi diffusés à l'époque par l'Alliance sur les relations avec l'Occident et sur les lignes directrices concernant les futurs investissements au Congo. Dans ces deux textes très courts, dont le premier est signé par Kabila lui-même, c'est le ton modéré qui prévaut, contrairement aux textes relatifs à la formation idéologique des cadres. On y apprend que le pouvoir centralisé a fait son temps, qu'il faut une décentralisation, que l'Occident doit aider le Congo à assurer un changement qui fasse l'économie de la violence, que le nouveau projet politique soit fondé sur les droits de l'homme, etc. (23)

Sur le plan économique et financier, douze très courtes directives et conditions sont déterminées à l'intention des investisseurs : on y apprend que le nouveau Congo privilégiera la mise en compétition de tous les investisseurs, qu'il n'y aura plus de monopole, que les investisseurs devraient davantage s'associer à des Congolais au niveau de l'actionnariat, limiter au maximum le nombre d'expatriés, développer les infrastructures locales (routes, hôpitaux, écoles), former les Congolais (24). Rien donc de bien révolutionnaire. On parlera d'un libéralisme de bon aloi qui n'est en fait guère différent de ce que le Zaïre de Mobutu, en particulier celui des années 1970, a toujours prôné.

Il s'agit de parer au plus pressé, mais le plus urgent ce n'est pas seulement de délivrer un message acceptable pour l'extérieur ou inculquer de nouveaux principes aux agents du futur État. C'est d'abord, outre la création d'une armée congolaise authentique, de percevoir partout où c'est possible des taxes et des impôts dits « de guerre ». Car de l'argent, il en faut beaucoup pour payer (la plupart du temps en dollars) une troupe dont les effectifs iront en augmentant et qui se gonflent de mercenaires africains (somalien, éthiopiens, ougandais...), pour pouvoir acheter des armes, des munitions, des moyens de transport et de télécommunication, pour permettre aux dirigeants de l'Alliance de circuler dans tout l'Est

(22) Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo, « Programme de l'idéologie politique », s.l., s.d.

(23) L.D. Kabila, « Réflexions sur le réajustement des rapports de coopération Occident-Afrique (Zaïre) », AFDL, Bukavu, 23 novembre 1996.

(24) Commissariat Général à l'Économie et aux Finances, « Politique générale de l'AFDL concernant les investissements au Congo », s.l., s.d.

du Zaïre, pour pouvoir commencer à payer une administration civile qui n'a plus été rémunérée depuis des mois, pour pouvoir affréter des avions acheminant aux aéroports de Goma ou de Kavumu (Bukavu) des troupes « katangaises » et du matériel militaire venant parfois de loin. Ce serait à cet égard une erreur de croire que cet argent serait « tombé du ciel », en l'occurrence du bon dieu américain comme on a souvent voulu le croire et le faire croire (voir *infra*).

D'emblée, il semble que la collecte de fonds sous forme d'une perception d'une sorte d'« impôt de guerre » ait été une préoccupation immédiate et centrale de l'Alliance et de Laurent Désiré Kabila, qui, rappelons-le, est aussi un homme d'affaires et, on l'a signalé à l'époque du maquis de 1967, qui avait la haute main sur les ressources du parti PRP. Dans la note aux investisseurs précédemment citée, le commissariat à l'économie et aux finances de l'Alliance enjoignait à tout investisseur de verser une caution *non remboursable* « correspondant à 15 % de l'investissement total envisagé » (25), soit de quoi alimenter un trésor de guerre non négligeable !

Dans les semaines qui suivent la prise des villes de l'Est, beaucoup d'entreprises sont soumises à cet « impôt » : elles reçoivent en échange un bon d'exonération pour le paiement de leurs futures taxes « en temps de paix ». De nombreuses personnes qui se rendent dans l'Est du Congo à partir du Rwanda témoignent du sérieux avec lequel le service des douanes fonctionne : du transporteur au simple particulier, tout le monde doit s'acquitter, en échange d'un reçu en bonne et due forme, d'une taxe d'entrée (ou de sortie) auprès de deux agents contrôlés avec beaucoup de vigilance par un « Rwandais ». Du jamais vu au Zaïre jusqu'ici !

Est-ce parce qu'il est depuis longtemps lié au commerce des métaux précieux que des représentants d'entreprises minières se bousculent à la résidence de Kabila à Goma. En tout cas, ces contacts sont avérés dès l'installation du « gouvernement des commissaires » à Goma. Ils sont surtout le fait de spéculateurs miniers ou de « juniors » australiens, canadiens, ougandais ou britanniques qui tentent leur chance. On a parlé de contrats ou de promesses signés avec AMFI (American Mineral Field International) sur le retraitement des déchets miniers de Kolwezi, avec American Diamond Buyers qui reçoit l'autorisation d'ouvrir le premier comptoir d'achats de diamants à Kisangani, avec l'homme d'affaires suédois, Adolph Lundin, devenu le principal actionnaire de la société Tenke Fungurume Mining (TFM), qui reçoit à Goma la confirmation que sa société sera bien la seule concessionnaire du « fabuleux » gisement de Tenke Fungurume, avec une société de droit ougan-

(25) *Idem*, p. 2.

dais, *Russel Ressource Group*, dont le principal entremetteur est un général israélien à la retraite, pour l'octroi de la concession de Kilo-Moto, etc.

Ces « contrats », qui seront le plus souvent dénoncés par la suite, ont sans aucun doute été l'occasion de versements au « trésor de guerre » de l'Alliance. Ainsi, le président de l'AMFI a reconnu que sa société avait prêté un million de dollars au gouvernement congolais, le remboursement s'effectuant par une détaxation à l'exportation correspondant au montant du prêt. Par ailleurs, dans le cadre d'études de faisabilité décidées sous le dernier gouvernement Kengo et portant sur la valorisation du gisement de Tenke-Fungurume, quelques 25 millions US dollars sur une avance promise de 50 millions, auraient été versés via la société d'Adolph Lundin au trésor de guerre de l'AFDL.

Au-delà de toutes ces contingences de gestion administrative de territoires « conquis », il y a aussi beaucoup de violence dans cette première phase de la guerre à l'Est du Zaïre comme le dénonceront de multiples rapports et témoignages et qui, encore aujourd'hui, marquent d'opprobre l'étonnante anabase de Kabila et des siens. Certains indices laissent penser à cet égard que cette violence pourrait ne pas être que conjoncturelle – c'est-à-dire liée au problème des réfugiés hutu que les organisations internationales n'avaient pas réussi à gérer – mais qu'elle pourrait avoir des traits plus structurels. Sous l'ancien régime, la violence d'État s'exerçait surtout dans une situation d'arbitraire qui pouvait toujours être négociée : dans le cas présent, on peut penser que, dans la manière dont il s'exerce, le pouvoir peut ne pas vouloir faire l'économie d'une recherche de la « paix civile » dans la mesure où les gens ne sauront pas clairement identifier de quoi ce pouvoir est porteur.

En Afrique centrale, maints récits mythiques font référence à la capture du pouvoir par des étrangers, souvent des chasseurs qui viennent du lointain. Ce n'est donc pas leur allochtonie en soi qui fait problème mais bien plus le fait de savoir si ces « chasseurs » introduisent dans la société de nouveaux modes d'action

Jean-Claude Willame
UCL et CEDAF